

Chaire Internationale

Dès 1987, l'Assemblée des Professeurs du Collège de France avait demandé la création d'une chaire nouvelle destinée à un savant européen. Le titulaire en changerait chaque année et serait choisi suivant la même procédure que pour la nomination aux autres chaires. Le gouvernement fit droit à cette requête en créant en 1989 une chaire dite « européenne » destinée à un chercheur « membre de la Communauté Économique Européenne ».

Il est apparu très vite que cette restriction n'avait plus de raison d'être compte tenu des événements politiques que vivait l'Europe. Aussi fut-il demandé la création d'une nouvelle chaire dite « internationale » afin de pouvoir y appeler désormais, non seulement, des savants venus de l'Europe de l'Est, mais encore des personnalités scientifiques appartenant à d'autres continents. Elle fut créée en mars 1992, ce qui rendait possible son occupation dès l'année académique 1992/1993.

Sur la proposition de l'Assemblée, M. Bronisław GEREMEK, Membre de l'Académie des Sciences de Varsovie (Département d'Histoire) en est le premier titulaire.

M. Bronisław GEREMEK, professeur

Dans ma leçon inaugurale j'ai essayé d'esquisser de quelle façon l'historien inévitablement pense le passé à travers le présent et cherche à comprendre l'actuel à l'aide de l'observation et de l'analyse du passé. En donnant à mon enseignement dans le cadre de la chaire internationale le titre « Histoire sociale : exclusions et solidarité » j'ai cherché à proposer un cadre d'approche qui permet de dépasser la séparation épistémologique entre l'histoire du passé et l'histoire de l'actuel. J'ai divisé ainsi mon enseignement en deux parties : treize cours sur les exclusions sociales et culturelles au Moyen Age et treize séminaires sur les problèmes de l'après-communisme en Europe Centrale.

I. Exclusions médiévales

Les premières leçons étaient consacrées à la théorie de la marginalité et de l'exclusion. C'est au travail de l'école durkheimienne et de l'école sociologique de Chicago que l'on doit la définition des principaux concepts et la formulation de la problématique de la marginalité. Les études de Robert Park et de ses disciples sur la « personnalité » et la « condition » marginales situaient le problème au niveau de la psychologie sociale. L'approche de Stefan Czarnowski, élève polonais de Mauss, était différente — il voyait dans la marginalité sociale tout d'abord l'effet du déclasserment et de la perte du statut social. L'apparition du terme et de la problématique de la marginalité dans la réflexion et la recherche historique européenne devait plus à l'actuel et à l'expérience de 1968 qu'aux travaux de sociologie et de psychologie sociale. En voyant à la base de la marginalité l'absence de certains liens sociaux, le refus d'exercer les obligations et les contraintes du rôle social et le rejet de la société organisée de certains groupes ou d'individus, j'ai proposé l'analyse de la condition marginale d'après quatre critères : économique, social, culturel et spatial (habitat marginal, nomadisme). Les recherches et les enquêtes sur la criminalité, les hérésies, les déviances sexuelles et les exclusions dans les sociétés médiévales permettent d'appliquer ces différentes grilles méthodologiques à des situations historiques concrètes. L'approche de Michel Foucault à l'histoire des infâmes, la présentation des exclus dans le panorama social du Moyen Age par Jacques Le Goff ainsi que l'analyse de la place des « jeunes » dans la société médiévale par Georges Duby tracent bien les contours du champ de recherches.

L'étude de la notion du pur et de l'impur dans l'imagination médiévale a permis de présenter le problème de la souillure et de l'infamie dans leurs rapports réciproques. S. Thomas d'Aquin pose le problème en termes théologiques, mais de façon frappante juxtapose l'ordre biologique et l'ordre idéologique. L'anthropologie de la pollution (Mary Douglas) et la philosophie de la souillure (Paul Ricœur) fournissent l'outillage conceptuel nécessaire pour analyser successivement le discours sur les hérésies, les métiers considérés comme infâmes ou indignes, le bannissement et l'excommunication au Moyen Age.

Ensuite j'ai attiré l'attention sur le problème de la place de l'étranger dans la société médiévale. Tout en soulignant l'ambiguïté de l'attitude générale à l'égard des étrangers — entre l'hospitalité et l'hostilité — j'ai cherché à présenter les éléments constitutifs de l'ethnocentrisme médiéval : l'héritage classique, le discours de l'Ancien et du Nouveau Testament, la notion de l'*alienus* dans la pensée patristique, les légendes sur les opinions des peuples, le topos de l'homme sauvage, les angoisses du groupe local et la peur de l'autre. Cet exposé a permis de poser le problème de la ségrégation ethnique dans les sociétés médiévales.

Dans les trois cours que j'ai consacrés à la condition socio-culturelle des Juifs au Moyen Age, cette notion de la ségrégation ethnique était une interrogation continue, mettant en question le problème de la communauté ethnique, religieuse ou culturelle en face de l'autre. L'étude de l'introduction par Latran IV du « signe juif » permettait de saisir le paradigme de la répression qui se répand en Europe chrétienne au XIII^e siècle. L'analyse des textes concernant S. Thomas de Monmouth ainsi que l'affaire de Hugues de Lincoln m'a permis d'approcher le thème du meurtre rituel et aussi le fonctionnement des mécanismes de la haine. Le problème le plus saisissant reste le moment de la rupture dans les attitudes à l'égard des Juifs en Europe chrétienne, quand les chimères remplacent le savoir, et l'exclusion fait suite à la coexistence.

Si dans le cas des attitudes à l'égard des Juifs le rôle primordial était joué par le facteur religieux et l'action de l'Eglise, c'est à la distinction ethnique et culturelle qu'il faudrait attribuer l'exclusion des Tsiganes. L'apparition des Tsiganes en Europe au début du XV^e siècle s'accompagnait d'abord d'une curiosité à l'égard de l'exotique et d'une certaine sympathie. Il m'a semblé intéressant de présenter de quelle façon la crainte et la haine à l'égard des Tsiganes utilisaient le même discours et les mêmes techniques d'exclusion qu'à l'égard des Juifs.

J'ai consacré le dernier volet de ce tableau des exclusions médiévales aux lépreux durant mes trois derniers cours. Après avoir exposé la phénoménologie des maladies médiévales et les attitudes à l'égard des malades à cette époque, j'ai essayé de saisir le caractère particulier — sinon unique — de la lèpre. A la différence des grandes épidémies, la lèpre apparaît comme une

grande maladie personnelle et locale. L'étude de la littérature médicale de l'époque a permis de confronter la nature de la maladie avec l'idée que l'on se faisait au Moyen Age de son étiologie, les procédures du diagnostic, la notion de maladie incurable. La séparation et l'enfermement du lépreux trouvent leur justification aussi bien dans le savoir sur la maladie que dans l'interprétation de la Bible. Dans le discours médiéval sur les lépreux, on retrouve les mêmes structures majeures que dans le cas d'autres exclusions : distinction biologique, peur sociale, hantise sexuelle. En s'arrêtant sur le soi-disant complot des lépreux en France en 1321, je pouvais, en conclusion de mon cours, analyser les rapports entre l'altérité, la peur et la haine comme mécanismes sociopsychologiques de l'exclusion.

II. L'Europe Centrale et les dilemmes du post-communisme

Mes séminaires sur l'après-communisme étaient divisés en quatre groupes thématiques. Le premier concernait « les intellectuels et les changements démocratiques ». Je l'ai inauguré en présentant l'idée de l'Europe Centrale comme un concept historiographique tout d'abord, comme un concept politique ensuite, et comme une nostalgie collective à la fin. Les congrès internationaux des sciences historiques furent le théâtre de débats passionnés sur les rapports entre l'Ouest et l'Est, la place de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Roumanie dans les cadres de l'histoire européenne. L'analyse des débats sur le concept historiographique de l'Europe Centrale m'a permis de montrer que les racines des craintes de Milan Kundera mènent à la formation des nations modernes dans cette région de l'Europe et à la crise des Empires. C'est Tony Judt, professeur à l'Université de New York et historien de la France contemporaine, qui, dans le même cadre, présenta une conférence sur l'attitude des intellectuels occidentaux, et français en particulier, à l'égard du communisme et de la prise de l'Europe Centrale sous la domination soviétique. La responsabilité de la gauche européenne dans l'emprise du communisme sur l'Europe Centrale, explique en grande partie, d'après Judt, la création du mythe de la révolution de 1989 : cela devait être une expiation. Ce cycle s'acheva avec la conférence de l'historien et écrivain polonais, Adam Michnik, directeur du quotidien « *Gazeta Wyborcza* », sur le rôle des intellectuels dans la révolution de 1989 en Europe Centrale. Après avoir exposé les ambiguïtés morales et politique de l'engagement d'une grande partie de l'intelligentsia des pays d'Europe Centrale dans le communisme, Michnik présenta l'origine du phénomène dissident et de l'opposition anticommuniste dans ces pays. Les intellectuels, tout en étant la force motrice du grand changement en 1989, se sont retrouvés désarmés et impuissants en face du nationalisme et du défi antidémocratique des années suivantes.

Sous le titre « Continuité et rupture » trois séminaires ont abordé les problèmes majeurs de la transformation démocratique. Marcin Król, profes-

seur d'histoire des idées à l'Université de Varsovie et directeur de la revue mensuelle « Res Publica »,⁷ présenta les ambiguïtés de la place de l'Eglise catholique polonaise dans la vie publique. Résolument engagée dans le refus du communisme et jouant le rôle primordial dans la formation de « Solidarność » et dans l'éveil de la société civile, l'Eglise se trouve mal à l'aise en face de la société pluraliste naissante. Król soutint que l'Eglise polonaise n'arrive pas à se situer clairement en face de la société libérale et de la démocratie, ne maîtrise point le domaine privé et manque d'intérêt pour les enjeux économiques qui sont devenus prépondérants dans la période de transition — sa marginalisation de fait est la source de profondes frustrations et annonce des batailles inévitables. Georges Mink, du CNRS, présenta les résultats d'une passionnante enquête sur le sort des gens de « nomenklatura » communiste après 1989. Dans tous les pays d'Europe Centrale, on observe un débat parfois explosif sur le rôle des anciennes élites communistes dans la vie actuelle et en particulier dans l'économie. Tout en s'inscrivant en faux contre toute démonisation du rôle de la « nomenklatura », Mink présenta l'adaptation et la stratégie de conversion des anciennes élites communistes en Europe Centrale après 1989. La dernière des conférences de ce cycle fut celle d'Aleksander Smolar, du CNRS, qui, sous le titre « La révolution trahie », entreprit d'analyser la conscience sociale et le débat d'idées en Europe Centrale après 1989. Smolar situe le discours actuel sur la trahison dans le cadre d'analyse du phénomène révolutionnaire moderne et des contradictions entre l'imagination utopique et les aspirations sociales d'une part, et les réalités de la transformation économique de l'autre.

La problématique des contradictions internes de la transformation politique et sociale fut aussi l'objet du troisième groupe de séminaires (« Société démocratique en crise ? »). Gaspar Miklos Tamas, professeur de philosophie de l'Académie des Sciences de Hongrie et député libéral, présenta une vision pessimiste de la transformation des structures économiques en Hongrie. L'utopie de la troisième voie semble se réaliser en Hongrie, où — d'après Tamas — les banques assurent la continuation de l'étatisme dans le passage vers l'économie de marché. Ferenc Hankiss, professeur de sociologie et président de la télévision hongroise, dans une conférence sur « Le choc de la liberté » analysa les mécanismes du refus social de la liberté après la révolution de 1989. En affirmant que le néolibéralisme ne répond pas aux problèmes humains des sociétés post-communistes, Hankiss prévoit une douloureuse confrontation entre l'aspiration au bonheur de la société et les conceptions technocratiques des nouvelles élites en train de perdre leur légitimité révolutionnaire : la mélancolie hongroise semble prendre le pas sur les espérances éveillées en 1989.

Dans la dernière conférence de ce cycle Alain Touraine, de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, proposa un cadre global pour l'étude des processus du changement. En définissant les deux principaux modèles qui se

sont affirmés au cours de la formation de la modernité comme le modèle endogène ou britannique et le modèle exogène ou bismarckien, Touraine essaya de rapprocher le changement en Amérique latine et celui en Europe post-communiste et de les situer par rapport au modèle bismarckien.

Sous le titre « L'Europe Centrale et l'Europe » les quatre séminaires consécutifs ont été consacrés à la place de l'Europe Centrale dans le processus de l'intégration européenne et aux défis que la chute du communisme lança à l'Occident. Spécialiste des problèmes de l'intégration économique européenne, Richard Portes, professeur à l'Université de Londres et à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, examina les chances et les perspectives de la transformation économique des pays post-communistes. Jacques Rupnik, de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, soumit à l'analyse le phénomène national en Europe Centrale et l'origine de la montée du nationalisme après la chute du communisme. En s'opposant à la thèse qu'il s'agit de la résurgence des haines ancestrales, Rupnik met en relief la peur de la disparition qui caractérise les petits peuples d'Europe Centrale ainsi que la manipulation des sentiments nationaux à des fins politiques. Jiri Dienstbier, ancien ministre des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, présenta de quelle façon après 1989 se formait la philosophie de la politique étrangère des nouvelles démocraties en Europe Centrale. Dienstbier soutint que les quatre pays du groupe de Visegrad devraient être considérés par l'Occident comme des « poches » de démocratie et de réussite économique, servant d'exemple à toute la région.

En cherchant à tirer les conclusions de cette série de débats j'ai consacré mon dernier séminaire à la mise à l'épreuve de l'intégration européenne et de l'idée de l'Europe par la chute du système communiste. La division de l'Europe parmi les deux blocs est devenue depuis 1945 la référence naturelle de l'intégration européenne. Au cours de l'histoire les grands moments de l'unité européenne étaient ceux d'une menace extérieure : est-ce que l'union peut se faire en dehors d'un tel contexte ? La vague du nationalisme risque de compromettre les chances de la transformation démocratique dans les anciens pays communistes : ne peut-on y voir une mise en question de la démocratie moderne impuissante en face du fondamentalisme ? L'idée de la société civile était une des forces motrices de la formation de l'opposition démocratique en Pologne ou en Tchécoslovaquie, mais elle s'avère inefficace dans la transition de ces pays du communisme à la démocratie : est-ce que l'engagement du citoyen dans la vie publique est nécessaire à la pratique des libertés démocratiques ? Les réformes économiques en Europe Centrale exigent un pouvoir, qui d'après certains ne peut être assuré que dans un système autoritaire : y a-t-il une liaison nécessaire entre l'économie de marché et la démocratie ? C'est de cette façon que l'analyse de l'évolution récente de l'Europe Centrale dépasse le cadre régional et semble mettre une nouvelle lumière sur l'Europe toute entière — son passé et son avenir.

B. G.